

L'idéal démocratique perversi : Représentations antagonistes dans la mise en altérité du non-Occident

Christian Staerklé
UCLA

Staerklé, C. (2005). L'idéal démocratique perversi : Représentations antagonistes dans la mise en altérité du non-Occident. In M. Sanchez-Mazas et L. Licata (Eds), L'autre : Regards psychosociaux (pp.117-148). Grenoble : Presses Universitaires de Grenoble.

Les sociétés humaines semblent avoir une tendance invariable à vouloir identifier des groupes qui ne se conforment pas à leurs « valeurs » et leurs visions du monde (Foucault, 1975). Tout comme les individus sont dépendants d'autrui pour construire leur individualité (Elias, 1939/2000), les sociétés doivent sans cesse délimiter leurs frontières et affirmer leur identité par un Autre différent, voire inférieur (Tajfel, 1982).

Ce chapitre suggérera que la mise en altérité d'un groupe par un groupe de référence répond à deux besoins de justification sociétale distincts : d'une part, le groupe de référence affirme le bien-fondé de son organisation et de sa structure par la désignation d'un Autre non-conforme. L'identification d'individus ou de groupes violant des valeurs communes remplit ainsi une fonction essentielle pour tout groupe de référence complexe : elle consolide la légitimité de son ordre social (Biernat, Vescio, Theno & Crandall, 1996 ; Marques, Abrams, Pàez & Hogg, 2001). La mise en altérité sert alors les objectifs « internes » du groupe.

D'autre part, la mise en altérité peut contribuer à légitimer des rapports d'interdépendance permanents entre groupes dominants et dominés. Le groupe dominant, par sa position de pouvoir, tentera d'imposer une façon de penser et de percevoir les groupes à même de justifier ce rapport de domination. Ainsi, les attributs associés de manière privilégiée au groupe dominant justifient sa supériorité, alors que la perception dominante du groupe dominé légitimera sa position inférieure. La mise en altérité du groupe dominé sur une dimension pertinente pour rendre compte de ces inégalités sert alors les intérêts du groupe dominant.

Une telle approche de la mise en altérité est basée sur le postulat que celle-ci s'inscrit dans une pensée profane qui repose sur des représentations d'oppositions et de polarités (Markova, 1987). Dans le monde social, ces oppositions se manifestent notamment dans des rapports sociaux antagonistes, par exemple entre autochtones et étrangers, entre bons et mauvais citoyens, entre gagnants et perdants ou encore entre riches et pauvres. De telles représentations antagonistes devraient être particulièrement prégnantes lorsque les individus jugent ou prennent position par rapport à des enjeux qui font intervenir, d'une manière ou d'une autre, leurs appartenances catégorielles (Lorenzi-Cioldi & Clémence, 2001). Cette hypothèse est fondée sur l'idée que la fonction fondamentale de la politique consiste à gérer des antagonismes sociaux (Mouffe, 1993). En appliquant ce principe à la pensée politique profane (Doise & Staerklé, 2002), je proposerai que celle-ci raisonne nécessairement en termes de catégories antagonistes. Autrement dit, les jugements sur des catégories sociales à signification politique seront inévitablement insérés dans des représentations de rapports sociaux antagonistes.

C'est à partir d'un tel cadre d'analyse que sera décrit un rapport d'altérité particulier, celui entre pays occidentaux et non-occidentaux. Je tenterai de mettre en évidence comment, au niveau représentationnel, les pays et populations non-

occidentales constituent un Autre puissant et profond pour les sociétés occidentales. Le principe central de la mise en altérité du « non-Occident » par l'Occident concerne la construction délibérée de catégories « non-démocratiques », définies principalement par leur déviance par rapport à des valeurs chères à l'Occident. Ces valeurs convergent dans la notion de l' « idéal démocratique », composé de représentations partagées associées à une organisation politique démocratique. Celles-ci devraient d'abord refléter une vision libérale de la démocratie qui met en avant l'autonomie individuelle et l'égalité formelle des citoyens et citoyennes de même que le principe de l'auto-gouvernement d'une société « libre ». Les sociétés non-occidentales seraient dès lors caractérisées de façon privilégiée par des attributs contraires à l'idéal démocratique, à savoir par la soumission des individus à une volonté externe, des rapports hiérarchiques entre les membres de la société, et une organisation politique autoritaire ou despotique.

Une telle vision du non-Occident, défini et jugé par l'Occident, a été décrite notamment par Said (1978). Ici, il est suggéré que la non-démocratie constitue en quelque sorte la version contemporaine de l' « Orient » de Said. Des illustrations empiriques donneront l'occasion de retracer, au niveau des représentations contemporaines, certaines vestiges d'une pensée colonialiste qui, loin d'être un résidu poussiéreux d'un passé distant, imprègne toujours les esprits occidentaux, même dans un pays sans passé colonialiste institué, la Suisse.

L'antagonisme entre l'Occident et le reste du monde

La notion de l' « Occident » et des dénominations connexes comme « pays démocratiques », « industrialisés », « riches », « développés », voire « libres », apparaissent de façon récurrente dans l'arène politique. Même si ces différentes appellations ne désignent pas toujours des pays identiques, elles semblent largement se recouper, car elles réfèrent toutes à une représentation d'un rapport antagoniste entre une partie moderne, avancée et prospère du monde d'un côté, et une partie passéiste, arriérée et misérable de l'autre. Un exemple particulièrement brut de l'invocation de la notion d'Occident provient du Premier ministre italien Silvio Berlusconi. A plusieurs reprises, il fait publiquement l'apologie de la supériorité de l'occident, par exemple lorsqu'il déclare que « *nous devrions être conscients de la supériorité de notre civilisation, un système de valeurs qui a apporté à tous les pays qui l'ont adopté une large prospérité, et qui garantit le respect des droits de l'homme et des libertés religieuses* ». La référence au rapport antagoniste entre une « bonne » et une « mauvaise » partie du monde est explicite, et c'est l'adoption d'un système de valeurs occidental et démocratique qui détermine de quel côté l'on se trouve. George W. Bush, Président américain, invoque aussi régulièrement un antagonisme mondial pour justifier l'ingérence américaine dans le Proche-orient et d'autres régions « non-démocratiques ». Dans un discours télévisé en novembre 2003 il considère que « *le manque de liberté dans plusieurs pays du Proche-Orient a des conséquences terribles pour leurs populations* », et que « *ce déficit de liberté est responsable de la pauvreté et de l'oppression des femmes* ». Il continue que « *pendant trop longtemps, les populations de cette région ont été victimes et assujettis* » ('subjects'), et qu' « *ils méritent d'être des citoyens actifs* » (notre traduction). De tels jugements ressuscitent de façon fidèle les visions colonialistes du 19^{ème} siècle décrites par Said (1978). Ils impliquent non seulement que le manque d'auto-gouvernement des non-Occidentaux expliquerait leur pauvreté, mais également que l'Occident libre constitue, par définition, l'antithèse d'un non-Occident despotique par définition.

Ces propos sont largement diffusés par les médias, même si les raisonnements avancés dans les deux exemples ci-dessus sont rejetés de façon quasi unanime par la plupart des courants politiques européens. Mais il n'empêche que tout le monde semble comprendre ces arguments. Ainsi, malgré la grande diversité de nations et de cultures au sein de chacune des deux catégories, l'idée d'une opposition entre l'Occident et le « reste du monde » semble fermement ancrée dans le sens commun, perpétuant ainsi une longue tradition historique de la pensée politique occidentale.

Deux propriétés fondamentales devraient caractériser les représentations du rapport entre l'Occident et le non-Occident : la différence et l'inégalité. En ce qui concerne la différence, les deux catégories sont vastes et générales, leur délimitation floue et aléatoire. Il n'est pas clair où les frontières entre les deux catégories doivent être tracées, les débats sur les conséquences de l'élargissement de l'Union Européenne vers l'Est et l'éventuelle inclusion de la Turquie en témoignent. Mais cette ambiguïté ne diminue en rien la prégnance représentationnelle du rapport. C'est peut-être précisément à cause du manque de moyens objectifs pour classer les pays du monde en deux catégories que la pensée profane s'appuie sur des polarités pour structurer la perception du monde. A titre d'hypothèse de travail, cette polarité devrait être définie par le degré de conformité avec une société démocratique idéale, telle que décrite par la pensée politique libérale. Elle opposerait donc l'approximation parfaite à ce modèle sociétal d'un côté à son non-respect complet de l'autre. La vision libérale constituerait en quelque sorte la pensée par défaut sur la démocratie, car le libéralisme repose sur le postulat de la primauté absolue de l'individu, caractéristique de la pensée commune (Moscovici, 1986 ; Nisbett & Ross, 1980).

Pour attribuer une signification palpable à une idée ou un concept vague, la pensée profane a tendance à réifier ce qui est défini de façon abstraite (Moscovici & Hewstone, 1984). Ce principe devrait également s'appliquer aux antagonismes dans la pensée commune. Dans cette perspective, la catégorisation des pays du monde se fait sur la base de la réification des pôles de l'antagonisme entre pays démocratiques et non-démocratiques. Les représentations des extrêmes respectifs sont alors définies l'une en contraste avec l'autre : le démocratique symbolise ce qui est désirable, et le non-démocratique est avant tout ce que le démocratique n'est pas. La démocratie représente alors la prospérité, la non-démocratie évoque la pauvreté ; les pays démocratiques sont développés, les pays non-démocratiques sont arriérés ; une société démocratique est civilisée, une société non-démocratique est constamment sur les bords de la barbarie ou du despotisme. De tels systèmes de représentations antagonistes créés par et pour l'Occident réduisent la complexité de la réalité historique et politique des pays non-occidentaux à quelques éléments centraux comme la « pauvreté », le « sous-développement » ou le « manque de civilisation ». Si le non-Occident paraît à la fois abstrait et lointain, ces représentations conduisent à une mise en altérité imprégnée par des images concrètes et des réalités tangibles. Dans les termes de Said (1978), pour l'Occident, l'Orient constitue un horsgroupe « muet » qui n'a pas droit à la parole, mais sur lequel sont projetées des caractéristiques servant à soutenir l'image d'un Occident démocratique, civilisé et libre.

Par ailleurs, la délimitation spatiale renforce la puissance de l'antagonisme et mène à la disjonction « ontologique » des deux parties du monde (Said, 1978). « Nous », nous sommes « ici » et « eux », en revanche, sont « là-bas ». Une asymétrie caractérise cependant aussi les déplacements : si pour « eux », il est souhaitable que « nous » allions « là-bas » (parce que notre présence, qu'elle soit due au tourisme, aux affaires, ou à la bienveillance humanitaire, ne peut qu'être bénéfique pour « eux »),

l'inverse n'est pas vrai : « *nous* », nous voulons contrôler et décider qui vient « *ici* », chez « *nous* ».

La deuxième propriété centrale des représentations du rapport devrait refléter les inégalités matérielles entre les deux parties du monde. Car la mise en altérité du monde non-démocratique par le monde démocratique ne remplit pas seulement une fonction de définition symbolique de l'identité occidentale. Dans la mesure où les représentations émanent d'une volonté de défendre les intérêts occidentaux, elles devraient également incorporer des éléments propres à justifier la domination occidentale.

Il est aujourd'hui bien établi que des inégalités structurelles entre groupes sociaux sont soutenues par des systèmes représentationnels qui justifient la domination d'un groupe sur un autre (Doise, 1978 ; Jackman, 1994 ; Jost & Banaji, 1994 ; Ridgeway, 2001). Par le biais des représentations, les inégalités doivent apparaître normales et légitimes. Cette légitimité provient notamment d'une correspondance entre attributs stéréotypiques d'un groupe social et sa situation matérielle : les attributs associés aux membres du groupe défavorisé doivent plausiblement expliquer leur relative pauvreté (par ex. « *ils sont pauvres, parce qu'ils ne sont pas motivés* »), tandis que les attributs du groupe favorisé doivent faire apparaître leur statut élevé comme résultat de leurs caractéristiques personnelles (par ex. « *ils sont riches, parce qu'ils sont compétents* »). Le rapport entre l'Occident dominant et le non-Occident dominé est structurellement similaire à d'autres rapports de domination, que cela soit entre hommes et femmes (Roux, Perrin, Modak & Voutat, 1999), entre Blancs et Noirs aux Etats-Unis (Bobo & Hutchings, 1996) ou en général entre groupes dominants et groupes dominés (Sidanius & Pratto, 1999). On peut donc s'attendre à ce que les représentations associées au rapport entre Occident et non-Occident permettent de justifier les inégalités matérielles entre ces deux régions du monde.

Ainsi, la nature antagoniste du rapport d'une part et les inégalités qui le caractérisent de l'autre devraient façonner la forme que prendra la mise en altérité du non-Occident par l'Occident. Elles amènent à suggérer que les représentations sociales du rapport entre l'Occident et le reste du monde remplissent deux fonctions sociales distinctes, mais néanmoins liées : d'une part, elles visent à consolider et justifier *l'ordre* social démocratique au sein des sociétés occidentales. Autrement dit, les représentations sont au service des intérêts « internes » du groupe occidental qui est l'agent de la mise en altérité ; cette fonction se situe dès lors au niveau *intragroupe*. D'autre part, elles contribuent à justifier les inégalités *entre* pays riches et pays pauvres. Cette deuxième fonction concerne la *relation* entre les deux parties, et se situe dès lors au niveau *intergroupe*.

Dans les sections qui suivent seront développées ces deux facettes qui servent de fil rouge à l'analyse de la mise en altérité des sociétés non-occidentales. Je commencerai par des raisonnements qui sous-tendent la légitimation d'un ordre social démocratique.

La démocratie comme valeur commune

La fonction interne des représentations antagonistes se réfère au problème de l'ordre social (voir Hechter & Horne, 2003). Formulé de façon générale, ce problème concerne les conditions sous lesquelles un ensemble d'individus peut vivre ensemble. Dès lors, il se rapporte fondamentalement à la réconciliation entre intérêts individuels et collectifs. Deux conditions essentielles doivent être remplies pour atteindre un ordre social stable : la *coordination* des actions des membres d'un groupe, et la

coopération plutôt que la compétition entre eux (Hechter & Horne, 2003, pp. 29-31). En effet, une société hobbesienne dans laquelle chacun lutte pour sa propre survie, où vaut la loi du plus fort et règne constamment une situation de guerre interne se trouve dans un état de désordre tel que la coordination et la coopération entre les individus n'est guère plus possible. Dans les sociétés contemporaines complexes, la stabilité de l'organisation sociale est largement acquise grâce à un équilibre entre deux formes d'intervention institutionnelle, l'une sociale, l'autre disciplinaire. L'Etat social institutionnalise autant la coopération entre les membres d'une société que la coordination des intérêts individuels et collectifs. L'Etat disciplinaire, en revanche, sanctionne des comportements remettant en question l'ordre social (Foucault, 1975). Si l'intervention sociale vise à garantir le respect des droits fondamentaux des membres d'une société, l'intervention disciplinaire doit s'effectuer en respectant ces droits. Ainsi, un ordre social idéal est caractérisé par un haut niveau de respect des droits de l'homme (voir Doise, 2001).

Notre argument concernant les représentations de l'Occident et du non-Occident est que celles-ci incorporent deux théories naïves de l'ordre social, une démocratique, l'autre non-démocratique. Ces théories devraient être inspirées du modèle libéral de l'idéal démocratique, celui-ci reflétant le mieux la tendance « naturelle » du sens commun de raisonner en termes de responsabilité individuelle. Dans cette optique libérale, la justification de l'ordre social démocratique passe par la valorisation de caractéristiques individuelles nécessaires pour soutenir un ordre social stable. Celles-ci rendent compte de la volonté des citoyens et citoyennes d'être autonomes tant au niveau matériel qu'au niveau relationnel de même que de leur capacité de prendre des décisions politiques sensées et raisonnables. L'ordre social démocratique est spontané, fondé sur l'adhésion volontaire des citoyens et citoyennes à des valeurs communes qui fondent la cohésion du groupe (Beauvois, 1994). Autrement dit, le maintien de la structure interne du groupe, y compris de ses inégalités, requiert un certain degré de conformisme autour des valeurs qui justifient cette structure. Au niveau proprement politique, le noyau de la représentation (Abric, 1994) de l'ordre démocratique repose sur un rapport équilibré entre habitants et gouvernements : le gouvernement est au service de la population et respecte les libertés citoyennes. La volonté des habitants, constitués par des personnes décentes, raisonnables, et autonomes, oriente les options politiques prises par le gouvernement.

En contraste avec l'ordre démocratique volontariste, l'ordre non-démocratique est imposé par un gouvernement ou une élite despotique, fondé sur l'usage de la force et de la coercition. La représentation de l'ordre non-démocratique repose sur un rapport de force entre des habitants faibles et un gouvernement fort. C'est le gouvernement qui par sa puissance physique maintient l'ordre. Faute de consensus volontariste autour de valeurs communes, ce mode d'ordre social est basé sur l'inadmissibilité de la remise en question du gouvernement. Il condamne ainsi aisément les menaces potentielles à l'ordre (par ex. dissidents, criminels).

Lorsque la démocratie est invoquée par rapport à la relation antagoniste avec le non-Occident, elle sert de moyen de différenciation envers le non-démocratique, un moyen de définir les caractéristiques positives de l'intragroupe contre celles, négatives, d'un horsgroupe non-conforme. Ainsi, c'est dans la perspective d'une représentation antagoniste entre le démocratique et le non-démocratique que la démocratie devient une valeur commune de l'Occident. Cette mise en altérité du non-démocratique contribue à cimenter un ordre social démocratique mis en valeur par le contraste avec un ordre non-démocratique, désordonné et autoritaire. La démocratie devient une valeur commune, ressemblant davantage à une croyance (Moscovici,

1992) soutenant la supériorité d'un ordre social volontariste qu'à une forme d'organisation politique. A l'instar de certaines croyances religieuses, la croyance en la démocratie contribue au maintien du statu quo, car elle a un pouvoir de justification et de rationalisation de la structure sociale (par exemple lorsque des événements négatifs sont expliqués par un « déficit de démocratie »).

Dès lors, la représentation d'un rapport antagoniste devrait orienter la signification de la notion de démocratie bien au-delà de la description abstraite d'une l'organisation politique pluraliste. En prescrivant une série de conduites et d'attitudes reflétant les principes d'autonomie individuelle et de libre arbitre, la valeur de l'idéal démocratique perpétue l'idée libérale d' « auto-gouvernement » et justifie le maintien d'une société volontariste.

Ordre social démocratique et ordre social autoritaire

Plusieurs illustrations empiriques aideront à saisir comment les représentations antagonistes de l'idéal démocratique sont mises en œuvre dans le sens commun (Staerklé, 1999). Dans une première série de recherches (Staerklé, Clémence & Doise, 1998), un paradigme expérimental a été développé qui vise à montrer que les individus construisent leurs représentations de différents contextes nationaux sur la base de théories naïves sur l'ordre social démocratique et non-démocratique. Ces expériences partent de l'idée que l'ordre social d'un pays peut être opérationnalisée en manipulant les deux composantes essentielles d'un système politique, les « habitants » et le « gouvernement ».

Les participants, des jeunes Suisses, lisent une description qui doit les faire penser à différents pays au monde. Suivant les conditions expérimentales, ils lisent une description d'un gouvernement démocratique ou non-démocratique : « *Le gouvernement prend ses décisions sans consulter [en consultant] la population* ». Un gouvernement non-démocratique est ainsi décrit comme autoritaire, alors qu'un gouvernement démocratique est à l'écoute des habitants et tient compte de leur volonté. Deux autres descriptions concernent des habitants soit « ordonnés », soit « désordonnés » (« *Les habitants sont ordonnés [désordonnés] et règlent leurs conflits souvent par des discussions [affrontements]* »). Le choix de ces attributs est fondé sur l'idée qu'un caractère ordonné et paisible devrait refléter le volontarisme des habitants qui s'organisent spontanément de façon ordonnée et paisible, en adhérant aux valeurs communes à la base d'un ordre social démocratique.

La variable dépendante principale est la perception de la qualité de vie et de la situation politique et sociale du pays, mesurée avec le niveau de respect d'une série de droits humains. Autrement dit, les bases sur lesquelles se construit la perception d'un ordre social démocratique respectant les droits humains seront examinées. Si les individus construisent leurs jugements uniquement en fonction de l'organisation politique d'un pays, la connaissance du type de gouvernement serait suffisante pour se faire une idée de la situation politique d'un pays. Si, comme il a été suggéré, les individus raisonnent en termes de théories naïves sur un ordre social défini par un rapport soit volontariste (démocratique) soit coercitif (non-démocratique) entre les habitants et le gouvernement, la représentation des habitants devrait également influencer la perception du respect des droits humains dans le pays.

Dans une première expérience, la représentation des habitants et du gouvernement a été manipulée, en proposant aux sujets soit une description d'habitants démocratiques (« ordonnés ») ou non-démocratiques (« désordonnés »), soit une description d'un gouvernement démocratique ou autoritaire. Si les individus font appel à des théories naïves pour construire leur représentation de la situation

politique dans un pays, une correspondance entre la perception d'habitants et de gouvernements devrait être observée: la description d'un gouvernement démocratique devrait évoquer tout autant des représentations d'une société respectant les droits humains que la description d'habitants ordonnés et enclins aux discussions. En revanche, tout comme une description d'un gouvernement autoritaire, la description d'habitants désordonnés et enclins aux affrontements devrait mener à des images d'une situation politique défavorable, et donc à des représentations de violations de droits humains. Les résultats ont confirmé ces prédictions. En montrant que les individus ont des attentes assez précises par rapport au type de population habitant dans un pays démocratique ou non-démocratique, ils fournissent un premier soutien empirique à l'idée de théories naïves de l'ordre social.

Dans la deuxième expérience, l'ordre social proprement dit a été manipulé, en faisant varier le *rapport* entre les habitants et le gouvernement. Les deux types d'information ont été croisés, aboutissant à quatre configurations qui ressortent de l'articulation des habitants et du gouvernement des pays : un pays démocratique habité par une population ordonnée ou désordonnée, et un pays non-démocratique habité par une population ordonnée ou désordonnée. Si les individus font appel à une théorie naïve volontariste quand ils pensent à un pays démocratique, les conduites des habitants, plus que l'organisation politique en tant que telle, devraient déterminer le respect perçu des droits humains dans un contexte démocratique. Dans la logique d'un ordre social non-démocratique, par contre, les conduites des habitants ne devraient pas influencer le jugement du pays, l'ordre social étant basé sur la coercition du gouvernement.

Les résultats appuient ces prédictions. Ils montrent notamment que lorsque le gouvernement est non-démocratique, les conduites des habitants, qu'ils soient décrits comme « ordonnés et enclins aux discussions » ou « désordonnés et enclins aux affrontements », n'ont aucune influence sur le niveau du respect perçu des droits humains: dans les deux cas, la situation est jugée désastreuse. Une différence substantielle entre les deux conditions à gouvernement démocratique est cependant mise en évidence. Lorsque les habitants y sont ordonnés, le respect perçu des droits est presque parfait, tandis que des habitants « non-démocratiques » (désordonnés et enclins aux affrontements) provoquent une chute remarquable de l'évaluation du respect des droits humains. Autrement dit, un pays n'est pas véritablement démocratique si ses habitants ne le sont pas. D'autres résultats vont dans le même sens. Ils montrent que plus les habitants des pays démocratiques sont perçus comme s'opposant aux violations des droits humains (en les trouvant inacceptables), moins les sujets perçoivent des violations. Dans les contextes non-démocratiques, en revanche, une telle association entre engagement de la population et respect perçu des droits n'existe pas, suggérant que l'activité politique des habitants non-démocratiques soit jugée vaine, inefficace, inutile.

Ces résultats soutiennent l'idée de théories naïves distinguant un ordre démocratique volontariste et un ordre non-démocratique imposé par la force. Ils suggèrent ainsi que la représentation de systèmes politiques démocratiques soit avant tout orientée par des images d'une population maître de son destin, alors que la représentation non-démocratique évoquerait plutôt des images de faiblesse des habitants, et effacerait l'idée même d'une population participante et politiquement active.

Cette asymétrie entre l'importance accordée aux comportements des habitants démocratiques et non-démocratiques serait alors l'élément fondamental qui distingue les représentations de l'ordre social démocratique et non-démocratique. Une

troisième étude a permis de confirmer de façon plus directe cette hypothèse d'asymétrie. La *responsabilité* perçue des habitants et du gouvernement pour la situation politique dans des contextes démocratique et non-démocratique a été comparée. Comme prédit, les habitants démocratiques (leur « *mentalité* » et leurs « *habitudes* ») sont davantage responsables de la « situation générale » que les habitants non-démocratiques dans leurs pays respectifs. En revanche, un gouvernement démocratique (son « *idéologie* » et son « *fonctionnement* ») est perçu comme moins responsable de la situation générale d'un pays qu'un gouvernement autoritaire. Cette asymétrie se retrouve également à l'intérieur des contextes nationaux : dans un pays démocratique, les habitants sont davantage responsables pour la situation politique (avantageuse) que leur gouvernement, alors que l'inverse se produit dans des contextes non-démocratiques : le gouvernement est davantage responsable de la situation (défavorable) dans le pays que les habitants.

Dans l'ensemble, les résultats de ces trois études montrent comment l'adage « *La population a le gouvernement qu'elle mérite* » est utilisé comme une heuristique populaire. Il sous-entend que la population « choisit » son gouvernement, et décrit ainsi la logique volontariste d'un ordre social démocratique, déterminé par la volonté collective des habitants plus que par l'action d'un gouvernement. La référence excessive à ce que pense « l'opinion publique » de tel ou tel enjeu politique illustre la représentation d'une prépondérance des populations démocratiques dans les prises de décision politiques. Pour les contextes non-démocratiques, en revanche, on entend rarement l'argument de l'opinion publique. Ici, ce sont plutôt des gouvernements, et notamment des leaders charismatiques, qui sont vus comme les seuls acteurs politiques. Ainsi, la maxime du gouvernement mérité change de signification lorsqu'elle est appliquée aux contextes non-démocratiques. Si, conformément à la logique d'un ordre social non-démocratique, la population est vue comme faible et irresponsable, incapable de prendre en main son propre destin, il ne peut de toute façon pas « choisir » son gouvernement. Par conséquent, l'adage décrit plutôt l'idée qu'un gouvernement tout-puissant contrôle les habitants. En plus, si le caractère faible et impuissant des habitants non-démocratiques est perçu comme stable et immuable, cela peut même indiquer une croyance selon laquelle le rapport de domination entre habitants et gouvernements non-démocratiques aura de fortes chances à se perpétuer.

Le dicton illustre alors que les individus établissent effectivement un lien entre les habitants et le gouvernement pour construire leurs jugements, mais qu'ils suivent une logique différente selon qu'il s'agit d'un contexte démocratique ou non-démocratique. Ainsi, la mise en altérité des populations non-démocratiques par les Occidentaux se manifeste de façon indirecte, c'est-à-dire par rapport à l'incapacité perçue de déterminer leur propre destin. Si les populations non-démocratiques sont à la merci de leurs gouvernements oppressifs, elles resteront dès lors incapables, aux yeux des Occidentaux, d'instaurer un système politique démocratique.

Mise en altérité et contenu des stéréotypes politiques

Dans ces trois études, les représentations antagonistes de systèmes politiques ont été interprétées comme reflétant un rapport d'altérité opposant un ordre social désirable (démocratique) à un ordre social non-désirable (non-démocratique). La mise en altérité du non-Occident s'effectue par le biais de représentations polarisées dans lesquelles un pôle est valorisé par contraste à un pôle antithétique. Ici, l'Autre, plutôt que d'être constitué par des personnes physiques ou un groupe social clairement identifiable, est représenté par un ordre social jugé asservissant et contraignant, et donc irrespectueux et dégradant. Par conséquent, les contenus des stéréotypes associés

tant aux populations démocratiques que non-démocratiques devraient refléter ces deux conceptions antagonistes de l'ordre social.

Ces études n'ont pas permis d'étudier directement les contenus stéréotypiques associés aux populations occidentales et non-occidentales. En étudiant les représentations polarisées directement par le biais de leurs contenus, ces limites pourront être dépassées. Cette analyse est en effet fondamentale dans la mesure où le contenu des jugements est révélateur de la signification sociale de la mise en altérité. Lorsque les jugements portent sur des catégories historiques, culturelles ou politiques, leur contenu peut refléter et orienter le processus de la mise en altérité (voir Fiske, Cuddy, Glick & Xu, 2002 ; Joffe & Staerklé, 2003). Les travaux récents sur la stigmatisation offrent une illustration de cette prise en compte des contenus représentationnels dans les jugements discriminatoires (par ex. Biernat & Dovidio, 2000). Ils montrent que l'analyse du contenu peut contribuer à comprendre comment les individus raisonnent sur l'altérité (par ex. en termes de motivations identitaires), comment ils se comportent dans des situations concrètes face à des individus « en altérité » (par ex. malaise, évitement, contrôle, agression), et quelle fonction la mise en altérité remplit au niveau sociétal (par ex. affirmation de valeurs communes, domination de groupes subordonnés, maintien de l'ordre social).

Par ailleurs, l'analyse du contenu stéréotypique fournit aussi les moyens de répondre à une autre limite des études présentées auparavant. Elle permet notamment d'examiner dans quelle mesure les individus partagent, comme notre analyse le sous-entendait, une vision relativement consensuelle de la démocratie. En effet, le regard antagoniste porté sur les représentations de la démocratie et de la non-démocratie avait quelque peu escamoté les variations caractérisant les représentations de chacune des deux catégories. Quelles pourraient être les variations au niveau du contenu des stéréotypes associés aux habitants de pays démocratiques ?

Différentes théories de la démocratie mettent en avant, souvent implicitement, des attributs individuels nécessaires et désirables pour le bon fonctionnement d'une société. Dans une vision *libérale* de la démocratie, un « bon » citoyen ou une « bonne » citoyenne poursuit avant toute autre chose son propre bonheur (Nozick, 1974). Il/elle doit dès lors être autonome, indépendant et autosuffisant pour ne pas demander de l'aide à la collectivité. En retour, il n'a que des responsabilités minimales envers l'Etat et autrui en général. Le *communautarisme* en revanche (par ex. Etzioni, 1994) subordonne le bien-être individuel au bien-être du groupe. Le bon citoyen contribue au bien commun et au maintien de l'ordre du groupe par l'adhésion à ses normes et ses règles. Dans la version *délibérative* de la théorie démocratique (voir Benhabib, 1996), le bon citoyen discute avec ses concitoyens afin de trouver des solutions pour des problèmes sociaux et politiques. Ces délibérations entre êtres rationnels devraient aboutir à un résultat consensuel et acceptable par tous les participants, car il représenterait la solution la plus raisonnable. Une vision *républicaine* de la démocratie mettra davantage l'accent sur la participation citoyenne et la défense du bien commun, tandis que dans une optique *pluraliste*, finalement, le bon citoyen est avant tout tolérant et ouvert, en respectant la multitude des positions subjectives possibles.

Conformément à notre hypothèse générale selon laquelle la vision libérale est dominante dans les représentations sociales de la démocratie, des termes liés avant tout à l'autonomie individuelle (pour les populations démocratiques) et le manque d'autonomie (pour les populations non-démocratiques) devraient être mis en évidence. Ceci n'exclut cependant pas d'autres positionnements face à la démocratie

Dans une étude effectuée dans une école secondaire de la partie italophone de la Suisse un paradigme expérimental similaire à celui décrit précédemment a été employé. L'objectif de cette étude était de mettre en évidence le contenu des représentations associées aux deux types de populations nationales. La moitié des participant-e-s lisait la description d'un gouvernement démocratique, tandis qu'une induction d'un gouvernement autoritaire était présentée à l'autre moitié (aucune information par rapport aux habitants n'était fournie).

Les sujets devaient d'abord noter un ou plusieurs noms de pays auxquels la description les faisait penser. Ici, les résultats attestent clairement que de façon presque consensuelle, les individus associent des pays occidentaux à la description démocratique (notamment la Suisse, la France, l'Italie et les Etats-Unis), et des pays non-occidentaux (notamment des pays africains, asiatiques et moyen-orientaux) à la description non-démocratique.

La tâche suivante consistait à indiquer spontanément au plus trois termes qui « *décrivaient le mieux les habitants de ce pays* ». Pour l'analyse de ces réponses ouvertes, les termes étymologiquement proches (par ex. *libres* et *liberté*) ou partageant une signification similaire (par ex. *ouvert* et *tolérant*) ont été regroupés. Le Tableau 1 donne les termes ou les catégories de termes les plus fréquemment associés aux populations nationales, en fonction des deux conditions expérimentales démocratique et autoritaire.

Les attributs associés aux populations démocratiques et autoritaires sont ordonnés en fonction de leur « typicité » pour chacun des deux contextes. La typicité est définie par le rapport entre les occurrences du terme pour décrire des habitants démocratiques et non-démocratiques. Ainsi, les termes composant la catégorie « *soumis* » constituent les attributs les plus typiques des populations non-démocratiques, car ils ont été cités 67 fois (124.1%) par les 54 sujets de la condition autoritaire, et seulement une fois (1.8%) par les 56 personnes de la condition démocratique. Les autres termes typiques des populations non-démocratiques sont « *malheureux* », « *impuissants* », « *pas libres* », « *pauvres* », « *dépendants* », « *manipulés* » et « *sans droits* ». Les termes « *libres* », « *indépendants* », « *démocratiques* », « *ouverts* », « *égalitaires* », « *responsables* », « *participants* » et « *heureux* » constituent les attributs typiques associés aux populations démocratiques.

Comme prévu, le contenu des dimensions de jugement semble alors se structurer autour des valeurs dérivées d'une vision libérale de l'idéal démocratique, en premier lieu de l'autonomie individuelle qui s'exprime dans les termes liés à la liberté et à l'indépendance. Cette valeur trouve son corollaire antagoniste dans les jugements de soumission et d'impuissance. Ces termes semblent alors étayer notre hypothèse générale selon laquelle les individus perçoivent les pays du monde en fonction de théories antagonistes de l'ordre social, défini, dans les contextes démocratiques, par des habitants autonomes qui dominent un gouvernement faible et, dans des contextes non-démocratiques, par un gouvernement fort qui domine des habitants faibles et soumis. C'est sous cet angle que le résultat qui montre que les individus s'imaginent facilement des gens pauvres et malheureux lorsqu'ils pensent à des pays non-démocratiques peut être interprété. S'il n'est pas exclu que ces termes dénotent aussi de la compassion, il semble néanmoins plus consistant de les lire comme le reflet d'une image condescendante de populations non-démocratiques, caractérisée par la pitié et la bienveillance. Ces attributs peuvent alors être vus comme exprimant une logique ambivalente de jugements combinant des attributs positifs (humanitaires) et négatifs (manque d'individualité) afin de maintenir le contrôle des dominants sur les dominés (Glick & Fiske, 2001 ; Jackman, 1994). Une image désolante et affligeante

se dessine ainsi qui montre que la mise en altérité des populations non-démocratiques articule tout ce qu'une société démocratique rejette, répudie et dévalorise (voir Joffe, 1999), y compris la pauvreté et le malheur. En revanche, la représentation des habitants démocratiques comme libres, indépendants, ouverts, égalitaires et heureux est pour le moins flatteuse, fondée sur le respect de valeurs dérivées de l'idéal démocratique libéral.

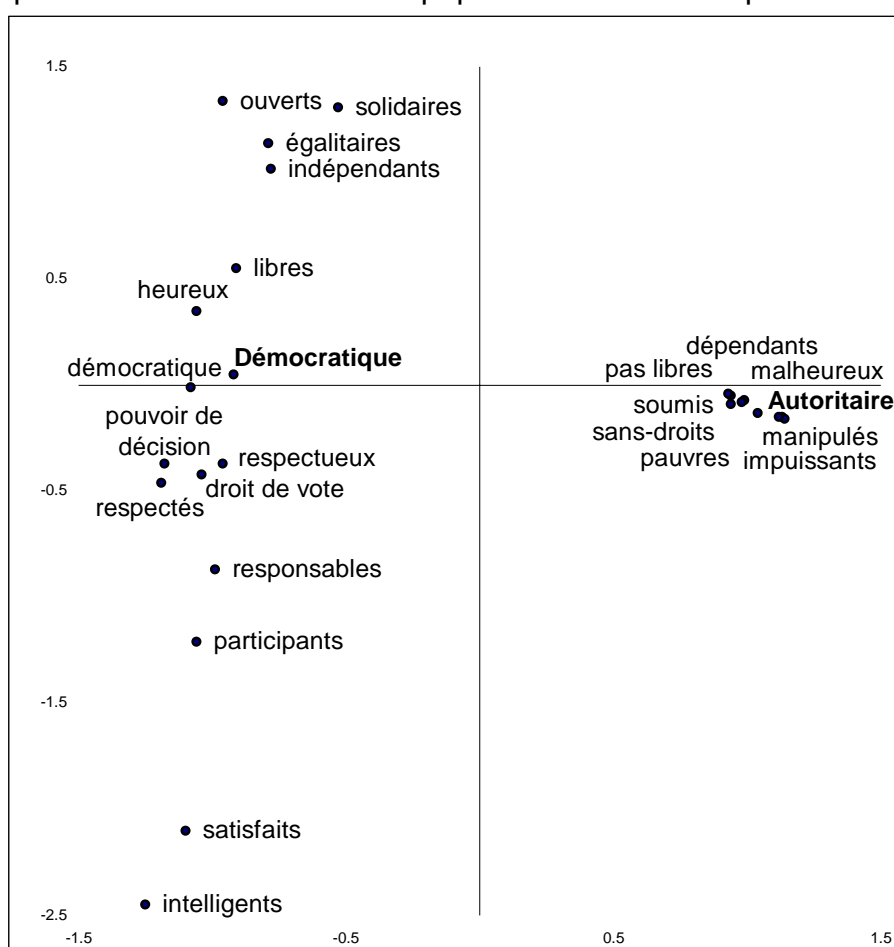
Tableau 1 : Proportions des termes spontanément associés aux habitants de contextes nationaux démocratiques et autoritaires (N = 110)

		Autoritaire (n = 54)	Démocratique (n = 56)	Différence
		%	%	
Autoritaire	Soumis	124.1%	1.8%	122.3
	Malheureux	27.8%	3.6%	24.2
	Impuissants	24.1%	-	24.1
	Pas libres	20.4%	-	20.4
	Pauvres	20.4%	-	20.4
	Dépendants	16.7%	1.8%	14.9
	Manipulés	14.8%	-	14.8
	Sans droits	14.8%	-	14.8
	Obéissants	11.1%	1.8%	9.3
	Frustrés	9.3%	-	9.3
	Indifférents	5.6%	3.6%	2.0
	Fermés	7.4%	7.1%	0.3
	Travailleurs	3.7%	8.9%	-5.2
	Solidaires	1.9%	8.9%	-7.1
Démocratique	Intelligents	-	8.9%	-8.9
	Pouvoir de décision	-	8.9%	-8.9
	Respectueux	1.9%	12.5%	-10.6
	Respectés	-	10.7%	-10.7
	Droit de vote	-	10.7%	-10.7
	Satisfaits	-	12.5%	-12.5
	Heureux	-	14.3%	-14.3
	Participants	1.9%	17.9%	-16.0
	Responsables	1.9%	17.9%	-16.0
	Égalitaires	1.9%	17.9%	-16.0
	Ouverts	-	23.2%	-23.2
	Démocratiques	-	28.6%	-28.6
	Indépendants	-	32.1%	-32.1
	Libres	-	60.7%	-60.7

Note : Les termes sont ordonnés en fonction de leur typicité pour chacun des deux contextes expérimentaux. Une différence positive dénote un attribut typique d'habitants d'un pays autoritaire, les différences proches de zéro dénotent des termes indifférenciés, et une différence négative dénote un attribut typique d'habitants d'un pays démocratique. « Soumis » dépasse les 100%, car des termes à signification semblable (p.ex. « subordonnés », « opprimés ») ont été regroupés dans la catégorie « soumis ».

Notons tout de même que des positionnements alternatifs existent certainement à propos de la non-démocratie, mais que la méthode des réponses ouvertes est peu apte à les mettre en évidence. Elle révèle néanmoins la structure de l'univers représentationnel qui elle peut fournir des clés d'interprétation supplémentaires. En effet, l'observation des fréquences des attributs doit être complétée par l'analyse des liens que les individus établissent entre les contenus stéréotypiques. Pour saisir les termes les plus susceptibles d'être associés par un même individu aux populations respectives, une analyse factorielle des correspondances qui présente de façon graphique la matrice des co-occurrences¹ a été effectuée. La Figure 1 présente les deux premières dimensions de l'espace factoriel.

Figure 1 : Analyse factorielle des correspondances sur les termes spontanément associées aux populations démocratiques et autoritaires



Note : Les conditions expérimentales (variables supplémentaires) sont en gras. Pour les besoins de la présentation graphique, le terme « intelligents » a été rapproché du centre à cause de sa position extrême sur l'axe Y (position originale = -4.17).

Un rapide coup d'œil au graphique permet de constater que les attributs associés aux populations autoritaires se retrouvent tous à proximité les uns des autres,

¹ L'analyse est basée sur le croisement des 110 réponses individuelles et des 28 catégories de termes les plus fréquemment évoquées (procédure ASPAR dans Spad-T, Lebart & Salem, 1994). Les conditions expérimentales sont projetées sur l'espace factoriel en tant que variables supplémentaire et ne contribuent pas à sa structure.

tandis que les attributs démocratiques sont dispersés, notamment sur la deuxième dimension. En effet, la première dimension reflète sans surprise l'opposition entre les deux conditions expérimentales démocratique et non-démocratique et illustre simplement que les termes sont associés à l'une ou à l'autre condition. La deuxième dimension, par contre, différencie les termes démocratiques, mais pas les attributs autoritaires. Du côté positif de cette dimension, on trouve des caractéristiques inspirées de l'idéal démocratique libéral qui valorise l'autonomie et l'égalité auxquelles sont associés des attributs d'ouverture et de solidarité. Sur le versant négatif, en revanche, les termes suggèrent davantage une image participative des citoyens démocratiques (participation, droit de vote, pouvoir de décision) qui nécessitent certaines compétences (intelligence, responsabilité) pour exercer leurs droits en tant que citoyens. Cette opposition semble indiquer que deux visions structurent la pensée commune sur la démocratie : d'un côté, une vision qui, en mettant l'accent sur l'autonomie et la tolérance, combine des attributs libéraux et pluralistes de la démocratie. De l'autre côté, une conception plus procédurale et républicaine est révélée par des attributs liés à la participation et aux prises de décision. Dans les deux cas, cependant, il s'agit d'une image idéalisée qui évacue les aspects négatifs et problématiques du fonctionnement démocratique.

Si les représentations de la démocratie incorporent certaines variations, la population autoritaire, par contre, est perçue de façon indifférenciée et consensuelle. En effet, la proximité des attributs suggère que des images de pauvreté, par exemple, « viennent à l'esprit » en même temps que la soumission, la manipulation et le malheur. Comme suggéré auparavant, une perception « humaine » d'une population pauvre semble aller de pair avec des images de citoyens faibles, soumis et manipulés. Cette structure représentationnelle appuie l'idée que la non-démocratie constitue avant tout une représentation antithétique à l'idéal démocratique. De là, il n'y a qu'un pas à penser que le stéréotype associé aux populations non-démocratiques est invoqué pour justifier le rapport de domination entre sociétés démocratiques et non-démocratiques. Cette hypothèse a été testée dans la prochaine expérience.

Justification d'inégalités par la mise en altérité

Jusqu'à présent, les illustrations empiriques de la mise en altérité ont porté sur une logique de représentations antagonistes, reflet de la séparation ontologique entre l'Occident et le non-Occident. Mais les deux moitiés du monde se trouvent aussi dans un rapport d'interdépendance ; le sort d'une partie dépend du destin de l'autre. Cette interdépendance est surtout de nature hiérarchique. Qu'il y ait des inégalités matérielles entre le Nord et le Sud, l'Ouest et l'Est, n'est guère contestable, même si les avis quant aux origines de ce décalage divergent. Ce qui importe ici est de voir que le raisonnement profane sur cette inégalité peut être analysé comme le raisonnement sur n'importe quel autre rapport d'interdépendance hiérarchique dans lequel la mise en altérité s'articule avec les intérêts instrumentaux du groupe dominant. L'Autre n'est pas seulement différent, mais aussi inférieur, et la supériorité du groupe dominant n'est possible que par rapport à l'infériorité du groupe dominé. Ainsi, à l'instar de l'Autre antagoniste qui consolide l'ordre social d'un intragroupe, l'Autre issu d'un rapport de domination remplit une fonction essentielle pour le groupe dominant : sa position dominante ne peut être maintenue que par le biais de la domination du groupe dominé. Ainsi, légitimer la position subordonnée du groupe dominé est essentiel pour maintenir les arrangements sociaux existants (Sidanius & Pratto, 1999). Autrement dit, un rapport d'interdépendance hiérarchique nécessite un support représentationnel qui fournit une légitimité aux inégalités.

Ce support peut être basé sur des processus de comparaison sociale dans lesquels les différences entre le groupe dominant et dominé sont accentuées sur les dimensions qui fournissent la justification la plus convaincante aux inégalités (Doise, 1978 ; Jost & Banaji, 1994). En niant aux membres du groupe dominé des qualités qui expliqueraient le statut privilégié du groupe dominant (par ex. le manque d'ambition des femmes), les inégalités sont représentées de façon aussi plausible et naturelle que possible (Yzerbyt, Rocher & Schadron, 1997). Cette comparaison intergroupe devient d'autant plus défavorable pour le groupe dominé que le groupe dominant dispose du pouvoir et des moyens nécessaires pour *imposer* la dimension de comparaison la plus avantageuse pour lui. Il devient par conséquent ardu, voire impossible, pour le groupe dominé d'échapper à la comparaison en sa défaveur. Une certaine inévitabilité de la comparaison semble alors caractériser la mise en altérité qui accompagne les rapports de pouvoir entre groupes dominant et dominé ce qui peut expliquer l'intériorisation de traits stéréotypiques défavorables par les membres de groupes dominés (Jost & Banaji, 1994).

Dans cette dernière expérience (Staerklé, 2004), il a été observé dans quelle mesure le stéréotype non-démocratique centré autour de l'idée d'un manque d'autonomie et d'individualisme remplit une fonction de justification du rapport inégal entre pays riches et pays pauvres. Il s'agit dès lors d'une prédiction qui articule le contenu stéréotypique (dérivé des valeurs libérales) avec la justification du rapport matériel de domination entre pays démocratiques et non-démocratiques.

Pour tester expérimentalement cette conjecture, un scénario se déroulant sur une « planète distante » (inspiré de Hofmann & Hurst, 1990) a été créé. Dans un premier temps, les sujets lisaient une description de deux sociétés « extraterrestres » fictives, une (société autoritaire) chez laquelle les « [...] *décisions importantes, qui guident et qui organisent leur société, sont prises par un groupe d'individus qui n'est pas choisi par la population. Les membres [...] ne sont pas consultés lors de ces prises de décisions [...]* », et l'autre (société démocratique) chez laquelle les dirigeants sont « *choisis par la population* » qui est par ailleurs « *consultée* ».

La justification stéréotypique des inégalités est mise en évidence lorsque la pauvreté et la richesse sont expliquées avec des raisons différentes suivant s'il s'agit de groupes démocratiques ou non-démocratiques. Le stéréotype associé au groupe dominant doit être utilisé pour expliquer la richesse du groupe dominant, mais pas la richesse du groupe dominé. Simultanément, le stéréotype du groupe dominé doit expliquer la pauvreté du groupe dominé, mais pas la pauvreté du groupe dominant. Plus spécifiquement, pour montrer que le stéréotype libéral justifie les inégalités, les sujets devraient expliquer la richesse démocratique avant tout par des niveaux élevés d'autonomie et la pauvreté non-démocratique par des niveaux bas d'autonomie des membres de la société. Cette hypothèse ne peut être testée que lorsque l'on induit également la situation inverse : la pauvreté d'une société démocratique et la richesse d'une société non-démocratique devraient être expliquée par des raisons externes, non-stéréotypiques.

Ainsi, selon les conditions expérimentales, les sociétés respectives étaient décrites soit comme riches, soit comme pauvres. Dans la condition d'« *inégalité congrue* », la société démocratique était riche et la société autoritaire pauvre. En revanche, dans l'« *inégalité incongrue* », la société autoritaire était riche et la société démocratique pauvre. La tâche des sujets consistait à expliquer, sur une série d'échelles à sept points, l'aisance des uns et le dénuement des autres. Les explications de la pauvreté invoquaient le manque de motivation (par ex. « *ils ne sont pas assez motivés* »), des raisons externes (par ex. « *ils vivent dans un environnement*

défavorable ») et finalement des raisons dérivées de l'idéal démocratique (« *ils sont soumis, [...] manipulables, [...] dépendants* »). Les explications de la richesse étaient de même structurées en fonction de ces trois catégories d'explications, mais inversaient la signification des items (par ex. « *ils sont motivés* », « *ils vivent dans un environnement favorable* », « *ils sont maîtres de leurs destins, [...] sûrs d'eux-mêmes, [...] indépendants* »).

Conformément aux hypothèses, les résultats montraient que les propositions basées sur l'autonomie individuelle étaient clairement davantage acceptées pour expliquer l'inégalité congrue (démocrates riches et autoritaires pauvres) plutôt qu'incongrue (démocrates pauvres et autoritaires riches). Comparées aux raisons externes, les explications aussi bien motivationnelles que celles en termes d'autonomie étaient plus utilisées pour rendre compte de l'inégalité congrue. L'inégalité incongrue, par contre, était surtout expliquée par les propositions externes et motivationnelles, mais pas avec les raisons invoquant l'autonomie individuelle des citoyens.

Autrement dit, au niveau représentationnel les démocrates sont riches parce qu'ils sont indépendants et autonomes, alors que les non-démocrates sont pauvres à cause de leur soumission et leur dépendance vis-à-vis des leaders, en un mot, à cause de leur manque d'individualité. Ces résultats montrent que la perception de ce manque d'autonomie ne constitue pas un jugement anodin des populations non-démocratiques. Malgré l'apparence d'une attitude bienveillante et compatissante, elle se confond facilement avec des représentations servant à justifier les inégalités entre pays démocratiques et non-démocratiques.

Conclusion : Dimensions d'altérité

L'enjeu plus large qui va au-delà des résultats présentés dans ce chapitre consiste à comprendre la logique des conceptions populaires différentes du rapport entre l'Occident et le non-Occident. Quels sont les principes organisateurs (Doise, Clémence & Lorenzi-Cioldi, 1992) qui structurent la perception du monde ? Pour conclure, je proposerai un cadre conceptuel qui reprend l'idée énoncée au début du chapitre selon laquelle la pensée commune est structurée selon différents principes antagonistes. Ce cadre vise à organiser la variation dans les représentations du monde en fonction de deux dimensions bipolaires, une qui oppose une perception en termes « réels », *matériels* à une perception plus *symbolique*, identitaire, et une deuxième dimension qui décrit des rapports antagonistes se déroulant à *l'intérieur* de groupes versus des rapports se produisant *entre* des groupes (Staerklé, Roux, Delay & Gianettoni, 2003). Le contenu représentationnel de même que la fonction de l'altérité varierait suivant si elle résulte d'une perception d'un rapport antagoniste intra- ou intergroupe d'une part, et suivant l'importance accordée aux inégalités ou au contraire aux différences culturelles, politiques, ethniques etc. du rapport d'autre part.

Dans un rapport antagoniste intragroupe, l'altérité est construite en fonction d'une dimension d'évaluation utile pour juger, individuellement, dans quelle mesure un individu donné est un « bon » membre du groupe (Hogg, 1993). Les « mauvais » membres, par contre, deviennent l'Autre. Par conséquent, l'antagonisme se développe entre « bons » et « mauvais » membres, les bons étant motivés à préserver la cohésion du groupe par un système normatif exigeant le respect de valeurs communes et sanctionnant les « moutons noirs » du groupe (Marques et al., 2001 ; Marques & Paez, 1994). Cette logique est proche de celle où un groupe se considère comme représentatif d'un groupe supraordonné qui, par la suite, devient le nouvel intragroupe (Mummendey & Wenzel, 1999). La fonction de l'altérité intragroupe serait d'assurer

et de justifier l'ordre interne du groupe (Foucault, 1975). Elle fonctionnerait selon une logique de déviance menaçant l'ordre social qui déclencherait la punition ou le contrôle des éléments perturbateurs.

Dans un rapport intergroupe, l'altérité se définit en fonction de référents catégoriels. Ici, les critères de mise en altérité basés sur des comportements individuels s'effacent au détriment de ceux s'appuyant sur l'appartenance à des groupes discriminés (Sears, van Laar, Carrillo & Kosterman, 1997) ou dominés (Sidanius & Pratto, 1999). Ainsi, des groupes (plutôt que des individus) « différents » deviennent l'Autre, cette différence se jugeant souvent par rapport aux attributs d'un groupe de référence national (Sanchez-Mazas, 2004). La fonction de l'altérité intergroupe serait alors d'une part d'opérer une différenciation, voire une séparation symbolique entre un groupe de référence et des groupes « différents ». D'autre part, lorsque les groupes sont définis sur une dimension matérielle, le groupe dominant se réfère à des représentations justificatrices pour légitimer sa position supérieure et avantagée, en associant au groupe dominé des attributs propres à faire apparaître sa position défavorable comme normale et naturelle (Sidanius & Pratto, 1999).

Du croisement des deux dimensions intra- et intergroupe et symbolique versus matérielle découlent quatre représentations antagonistes de base par lesquelles les divisions du monde peuvent être perçues. Lorsque la division entre l'Occident et le non-Occident est interprétée comme un rapport symbolique se déroulant à l'intérieur d'un groupe, le non-Occident (ou un pays non-Occidental particulier) est un « mauvais » membre de la société des nations. Comme l'a montré la justification de l'invasion de l'Iraq par les Etats-Unis au printemps 2003, la logique individuelle qui opère dans un rapport intragroupe s'applique dans ce cas à des nations entières. Ainsi, à l'instar des approches réalistes des relations internationales, la catégorisation du monde s'effectue au niveau des nations (voir Billig, 1995) dont les actions sont comprises comme celles d'acteurs individuels dotés de volonté et de rationalité. Des gouvernements non-démocratiques ou des dictateurs à l'image de Saddam Hussein (car les populations non-démocratiques sont vues comme victimes plus que comme acteurs) violent des valeurs « universelles », équivalentes à des valeurs communes à la base de la cohésion d'un groupe social. Comme l'illustre l'appellation d'« Etat voyou », la mise en altérité doit nécessairement se faire par le biais de la perception de violation de valeurs universelles, donc prétendument communes au monde entier. En sanctionnant au niveau des Etats une déviance présentée comme menaçante, les représentations du droit international s'ancrent alors dans des conceptions du crime de droit commun. Une telle approche des relations internationales repose sur le principe d'une moralité unique qui, au lieu d'accepter la confrontation démocratique des idées, ne différencie que le « bien » du « mal » (Mouffe, 2002). Elle est dès lors particulièrement intolérante envers toute menace aux valeurs supposées universelles qui sous-tendent l'ordre mondial tel qu'il est défini par les pays dominants.

Lorsque le monde est divisé en deux sur la base de critères catégoriels et symboliques, les comportements des nations ne comptent plus comme base d'altérité. Ici, l'accent est mis sur la supériorité intrinsèque de la culture occidentale, ancrée dans une conception selon laquelle des valeurs prétendument occidentales seraient pour toujours moralement supérieures à d'autres valeurs. C'est la perception culturaliste qui peut être retracée aux théories scientifiques de la supériorité de la race blanche du 19^{ème} siècle. Les propos tenus par Silvio Berlusconi, cités au début du chapitre, illustrent cette logique de la perception d'antagonismes mondiaux.

La vision d'un monde en tant que champ de libre compétition caractérise la perception d'antagonismes matériels se produisant à l'intérieur d'un groupe. Celui-ci

est régi par des règles communes, celles du libre marché. L'antagonisme est défini entre pays gagnants et pays perdants, et les différences culturelles étant avant tout des obstacles qui nécessitent d'être neutralisées. Des institutions internationales comme le Fonds Monétaire International ou la Banque Mondiale représentent cette conception d'antagonismes mondiaux. Ancrée dans une conception d'égalité formelle de tous les participants au « jeu » de la compétition, cette perception insiste également, tout comme celle du non-Occident déviant, sur la responsabilité « individuelle » des nations pour leur position économique défavorable. Ainsi, en adhérant aux normes imposées par les dominants, ces nations pourraient surmonter leurs difficultés, et contribuer à effacer peu à peu l'antagonisme entre pays riches et pauvres.

La quatrième conception, basée sur des rapports intergroupes hiérarchiques, accepte et, le cas échéant, défend le principe d'un rapport de pouvoir entre un groupe dominant et dominé. Indépendamment de considérations symboliques ou culturelles, le pouvoir des dominants est affirmé, tantôt avec des stratégies paternalistes, tantôt simplement par l'usage du pouvoir. Cette perception est basée sur le principe du profit matériel en faveur du groupe dominant, par exemple par le biais de certaines pratiques de compagnies multinationales qui fonctionnent selon une logique d'exploitation à peine voilée.

Si ces quatre configurations donnent lieu à des perceptions négatives de nations non-occidentales, les dépeignant tantôt comme menaçantes et déviantes, tantôt comme différentes et inférieures, tantôt comme perdantes et non-compétitives, et tantôt comme utiles et dominées, des perceptions positives sont bien entendu également possibles. S'il est difficile de concevoir qu'une image favorable du non-Occident émane d'une logique antagoniste intragroupe (celle-ci favorisant par définition l'Occident), au moins deux conceptions favorables peuvent être dérivées d'une logique intergroupe quand celle-ci est prise de la perspective de la minorité ou la défense du groupe dominé. Ainsi, d'une part, la diversité culturelle des nations peut être perçue comme positive et enrichissante, dissociée de considérations de supériorité morale. Si une telle équivalence culturelle reste nécessairement abstraite, elle implique néanmoins le refus de l'idée de la supériorité occidentale. D'autre part, les groupes dominés de la terre s'expriment dans de nombreux mouvements anti-mondialisation qui contestent le rapport hiérarchique au niveau mondial et dénoncent l'illégitimité des pouvoirs occidentaux.

Comment les résultats présentés auparavant peuvent-ils être interprétés à la lumière de ces différentes perceptions sociétales du monde ? J'ai suggéré que dans les représentations sociales d'un antagonisme mondial, l'idéal démocratique repose sur la croyance selon laquelle un ordre social spontané est rendu possible par des individus rationnels, autonomes et autosuffisants. Ces qualités feraient défaut aux populations non-occidentales ce qui expliquerait leur soumission à des gouvernements puissants. Ces résultats suggèrent que les individus interrogés raisonnent de façon privilégiée en termes d'un rapport entre groupes fondamentalement « différents », différence qui serait définie par rapport à la valeur de l'idéal démocratique. L'idéal démocratique est transformé en une idéologie culturelle collectivement partagée, un « idiome culturel » (Brubaker, 1992), qui sert aux sociétés occidentales comme critère de démarcation symbolique par rapport aux sociétés non-occidentales. Cette valeur repose sur une vision idéalisée du citoyen démocratique qui aurait les moyens de contrôler son gouvernement, une vision qui peut servir les intérêts desdits gouvernements, car elle accorde une légitimité à toute action gouvernementale, aussi contraire qu'elle puisse être aux principes démocratiques.

Ceci dit, les résultats ont également mis en évidence des liens forts entre représentations d'un ordre social démocratique et non-démocratique d'un côté et images de richesse et de pauvreté de l'autre. Si dans les résultats des évocations spontanées l'association entre démocratie et richesse est ténue (le terme n'étant guère associé aux pays démocratiques), il est par contre fort entre non-démocratie et pauvreté. Dans ce dernier cas, ce sont notamment les populations non-démocratiques (et non pas les gouvernements) qui sont perçues comme pauvres. Ce lien entre représentations symboliques et matérielles a été le plus clairement mis en évidence dans une expérience qui a montré que le niveau d'individualisme perçu des habitants justifiait la richesse démocratique et la pauvreté non-démocratique (Staerklé, 2004).

Ainsi, nos résultats semblent indiquer une articulation entre les deux logiques intergroupes, matérielle et symbolique. Il faut cependant préciser que les données présentées dans ce chapitre ont été récoltées entre 1995 et 1998. Depuis, les rapports entre l'Occident et le non-Occident ont subi de profondes transformations, par le biais de l'expansion agressive des politiques libérales et de l'avènement des mouvements anti-mondialisation d'une part, et suite aux attentats du 11 septembre 2001 d'autre part. Il est plausible de penser que des données plus récentes refléteraient non seulement davantage des dynamiques intragroupes, par exemple en termes d'assimilation forcée de cultures différentes ou de menace de sécurité à l'ordre des sociétés occidentales, mais également davantage de perceptions basées sur le refus de la domination occidentale. Ces considérations illustrent que les quatre perceptions sociétales, loin d'être mutuellement exclusives, peuvent s'articuler et se combiner de façons multiples.

Pour conclure, j'aimerais insister sur l'idée selon laquelle l'altérité reflète nécessairement un rapport social antagoniste. Pour le groupe en position de jugement, l'Autre se définit par un contenu représentationnel spécifique déterminé par le type d'antagonisme dont il est issu. J'ai tenté de montrer que pour le rapport entre sociétés occidentales et non-occidentales, ce contenu pouvait être compris comme une expression de valeurs ayant une signification sociale et politique, en premier lieu celles dérivées de l'idéal de la démocratie libérale. Ces valeurs se distinguent par leur « utilité sociale » (Beauvois, 1994), c'est-à-dire par leur capacité d'ordonner et de hiérarchiser les membres d'un groupe en fonction de leur respect de ces valeurs. Dès lors, le contenu du jugement de l'Autre est dérivé de valeurs soutenant la structure de l'intragroupe, et le contenu de la représentation de l'Autre reflète la fonction qu'il remplit pour le groupe jugeant. La fonction constitutive des normes est ainsi fondée sur l'articulation des processus intra- et intergroupes.

C'est dans ce sens que l'idéal démocratique est perverti : utilisé pour justifier la démarcation symbolique du monde en deux parts antagonistes, il associe le respect des valeurs démocratiques aux sociétés occidentales et leur violation aux sociétés non-occidentales. Dans un monde globalisé où à peu près n'importe quel arrangement de pouvoirs politiques est décrit comme démocratique, le terme est pratiquement dépourvu de sens, du moins dans son acceptation quotidienne. Il est d'autant plus probable que le pouvoir constitutif de l'idéal démocratique sera ancré dans des représentations antagonistes, affirmé par la négative, à savoir par la désignation de groupes non-démocratiques. Ainsi, la signification associée à l'idée démocratique change en fonction du contexte. Dans un cadre de référence mondial, la démocratie n'est guère pensée comme une forme d'organisation politique pluraliste et participative, mais plutôt comme exprimant l'idéal d'une société volontariste, gouvernée sans gouvernement.

Références bibliographiques

- Abric, J.-C. (1994). *Pratiques sociales et représentations*. Paris : Presses Universitaires de France.
- Beauvois, J.-L. (1994). *Traité de la servitude libérale. Analyse de la soumission*. Paris : Dunod.
- Benhabib, S. (Ed.). (1996). *Democracy and difference: Contesting the boundaries of the Political*. Princeton, NJ: Princeton University Press.
- Biernat, M. & Dovidio, J.F. (2000). Stigma and stereotypes. In T.F. Heatherton, R.E. Kleck, M.R. Hebl, & J.G. Hull. *The social psychology of stigma* (pp. 88-125). New York: Guilford Press.
- Biernat, M., Vescio, T.K., Theno, S.A., & Crandall, C.S. (1996). Values and prejudice : Toward understanding the impact of American values on outgroup attitudes. In : C. Seligman, J.M.Olson, & M.P.Zanna (Eds.), *The Psychology of values : The Ontario Symposium*, 8 (pp. 153-189). Mahwah, NJ : Erlbaum.
- Billig, M. (1995). *Banal nationalism*. London : Sage.
- Bobo, L. & Hutchings, V. (1996). Perceptions of racial group competition: extending Blumer's theory of group position to a multiracial social context. *American Sociological Review*, 61, 951-972.
- Brubaker, R. (1992). *Citizenship and nationhood in France and Germany*. Cambridge, MA: Cambridge University Press.
- Doise, W. & Staerklé, C. (2002). From social to political psychology: The societal approach. In K. Monroe (Ed.). *Political Psychology* (pp. 151-172). Mahwah, Lawrence Erlbaum.
- Doise, W. (1978). *Groups and individuals: explanations in social psychology*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Doise, W. (2001). *Droits de l'homme et force des idées*. Paris : Presses Universitaires de France.
- Doise, W., Clémence, A. & Lorenzi-Cioldi, F. (1992). *Représentations sociales et analyse de données*. Presses Universitaires de Grenoble.
- Elias, N. (1939/2000). *The civilising process*. Oxford: Blackwell Publishers.
- Etzioni, A. (1994). *The spirit of community*. New York : Simon and Schuster.
- Fiske, S.T., Cuddy, A. J. C., Glick, P., Xu, J. (2002). A model of (often mixed) stereotype content: competence and warmth respectively follow from perceived status and competition. *Journal of Personality and Social Psychology*, 82, 878-902.
- Foucault, M. (1975). *Surveiller et punir*. Paris : Gallimard.
- Glick, P., & Fiske, S.T. (2001). Ambivalent stereotypes as legitimising ideologies: Differentiating paternalistic and envious prejudice. In J.T.Jost and B.Major (Eds.), *The psychology of legitimacy. Emerging perspectives on ideology*,

- justice, and intergroup relations* (pp. 278–306). Cambridge: Cambridge University Press.
- Hechter, M. & Horne, C. (Eds.) (2003). *Theories of social order. A reader*. Stanford, CA : Stanford University Press.
- Hoffmann, C. & N. Hurst (1990). “Gender stereotypes: Perception and rationalisation.” *Journal of Personality and Social Psychology*, 58, 197-208.
- Hogg, M.A. (1993). Group cohesiveness: A critical review and some new directions. *European Review of Social Psychology*, 4, 85-111.
- Jackman, M. R. (1994). *The velvet glove. Paternalism and conflict in gender, class and race relations*. Berkeley, CA: University of California Press.
- Joffe, H. & Staerklé, C. (2003). *Self-control over body, mind, and destiny: Shared thinking and neglected contents in Western representations of outgroups*. Manuscrit non publié.
- Joffe, H. (1999). *Risk and “the Other”*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Jost, J., & Banaji, M. (1994). The role of stereotyping in system-justification and the production of false consciousness. *British Journal of Social Psychology*, 33, 1-27.
- Lorenzi-Cioldi, F., & Clémence, A. (2001). Group processes and the construction of social representations. In M.A. Hogg & S. Tindale (Eds.), *Blackwell Handbook of social psychology: Group processes* (pp. 311–333). Oxford: Blackwell.
- Markova, I. (1987). On the interaction of opposites in psychological processes. *Journal for the Theory of Social Behaviour*, 17, 279 - 299.
- Marques, J.M., & Páez, D. (1994). The “Black sheep effect”: Social categorization, rejection of ingroup deviates, and perception of group variability. In W. Stroebe, & M. Hewstone (Eds.), *European Review of Social Psychology*, Vol. 5 (pp. 37–68). Chichester, UK: Wiley.
- Marques, J.M., Abrams, D., Paez, D., & Hogg, M.A. (2001). Social categorization, social identification, and rejection of deviant group members. In M.A. Hogg & S. Tindale (Eds.), *Blackwell Handbook of social psychology: Group processes* (pp. 400–424). Oxford: Blackwell.
- Moscovici, S. & Hewstone, M. (1984). De la science au sens commun. In: S. Moscovici (Ed.), *Psychologie Sociale* (pp. 539-566). Paris: Presses Universitaires de France.
- Moscovici, S. (1986). L’ère des représentations sociales. In W. Doise & A. Palmonari (Eds.), *L’étude des représentations sociales* (pp. 34-80). Neuchâtel : Delachaux & Niestlé.
- Moscovici, S. (1992). La démocratie et rien d’autre. *Le genre humain*, 26, 31-47. Paris: Seuil.
- Mouffe, C. (1993). *The return of the political*. London: Verso.
- Mouffe, C. (2002). *Politics and passions: The stakes of democracy*. London: Centre for the Study of Democracy.

- Mummendey, A., & Wenzel, M. (1999). Social discrimination and tolerance in intergroup relations: Reactions to intergroup difference. *Personality and Social Psychology Review*, 3, 158-174
- Nisbett, R., & Ross, L. (1980). *Human inference: Strategies and shortcomings of social judgement*. Englewood Cliffs, NJ: Prentice-Hall.
- Nozick, R. (1974). *Anarchy, state and utopia*. Oxford: Basil Blackwell.
- Ridgeway, C.L. (2001). The emergence of status beliefs: From structural inequality to legitimising ideology. In J.T.Jost & B.Major (Eds.), *The Psychology of legitimacy. Emerging perspectives on ideology, justice and intergroup relations* (pp. 257-277). Cambridge: Cambridge University Press.
- Roux, P., Perrin, V., Modak, M., & Voutat, B. (1999). *Couple et égalité; un ménage impossible*. Lausanne: Réalités sociales.
- Said, E.W. (1978). *Orientalism : Western conceptions of the Orient*. London : Penguin Books.
- Sanchez-Mazas, M. (2004). Xénophobie et dynamiques démocratiques.
- Sears, D.O., van Laar, C., Carrillo, M., & Kosterman, R. (1997). Is it really racism? The origins of white Americans' opposition to race-targeted policies. *Public Opinion Quarterly*, 61, 16-53.
- Sidanius, J.& Pratto, F. (1999). *Social dominance: An intergroup theory of social hierarchy and oppression*. New York: Cambridge University Press.
- Staerklé, C. (1999). *Représentations sociales et jugements symboliques : Etudes expérimentales sur les conceptions profanes des rapports entre la société et l'état*. Thèse de doctorat non publiée. Université de Genève.
- Staerklé, C. (2004). *The free and the poor : Value-based justification of global inequality with perceived individualism*. Manuscrit non publié.
- Staerklé, C., Clémence, A. & Doise, W. (1998). Perception of human rights across different national contexts: The role of democratic and non-democratic populations and governments. *European Journal of Social Psychology*, 28, 207-226.
- Staerklé, C., Roux, P. Delay, C., & Gianettoni, L. (2003). *Droits et appartenances dans une société fragilisée: analyse de la légitimité populaire de l'état social suisse*. Rapport de recherche final. Bern, Fonds National Suisse pour la Recherche Scientifique.
- Tajfel, H. (1982). *Social identity and intergroup relations*. Cambridge : Cambridge University Press & Paris : Maison des Sciences de l'Homme.
- Yzerbyt, V., Rocher, S., & Schadron, G. (1997). Stereotypes as explanations: A subjective essentialistic view of group perception. In R. Spears, P. Oakes, N. Ellemers, & S. Haslam (Eds.), *The social psychology of stereotyping and group life* (pp. 20-50). Oxford, UK & Cambridge, USA: Blackwell